

ARTICLE 6 - LIEU DE TRAVAIL

Le collaborateur sera rattaché administrativement au siège social de la société à Grenoble.

Le lieu de travail du collaborateur sera situé dans un espace de co-working si nécessaire, sur Toulouse ou sa région, dans l'attente de la création de l'établissement de l'entreprise en région toulousaine, étant précisé qu'il pourra être amené à se déplacer partout où les nécessités de son travail l'exigeront (en particulier sur Grenoble ou Tours par exemple).

En cas de modification de lieu d'établissement de l'entreprise sur la région toulousaine par suite d'un déménagement notamment, ou de modification de la structure juridique de l'entreprise, le lieu de travail du collaborateur pourra être modifié sans que celui-ci ne puisse s'y opposer. Cette obligation et son acceptation par le collaborateur, constituent un élément déterminant dans la décision de la société de l'embaucher.

ARTICLE 7 - ABSENCE

Toute absence prévisible doit faire l'objet d'une autorisation du Responsable de Service ou à défaut du Responsable Administratif.

Le collaborateur s'engage à informer la société de toute absence et du motif de cette absence dans un délai de 48 heures qui court à compter du jour suivant le 1^{er} jour d'absence (hors cas de force majeure).

ARTICLE 8 - CLAUSES PARTICULIERES

NON CONCURRENCE

En cas de rupture de contrat de travail, pour quelque cause que ce soit, intervenant à compter du premier jour suivant l'expiration de la période d'essai prévue au contrat, le collaborateur s'interdit, compte tenu de la nature de ses fonctions stratégiques d'entrer au service d'une entreprise concurrente de IC'ALPS ou de s'intéresser à toute activité risquant de porter préjudice aux activités / produits présents ou futurs développés et/ou vendus par IC'ALPS, et de concurrencer les activités de la Société.

En cas de rupture de contrat de travail, pour quelque cause que ce soit, la présente clause s'appliquera pendant la période de préavis, même si le collaborateur est dispensé de l'exécution de son préavis.

Les clauses susmentionnées pourront être exercées pendant une durée d'un an renouvelable une fois à la demande de la Société IC'ALPS sur le territoire de la Communauté Européenne en son état au jour de la rupture du contrat.

DP JL